

AMBASSADE DU BURKINA FASO  
AUPRÈS DE  
LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE



Unité · Progrès · Justice

MISSION PERMANENTE DU BURKINA FASO  
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES,  
DE L'ORGANISATION MONDIALE DU  
COMMERCE ET DES AUTRES ORGANISATIONS  
INTERNATIONALES À GENÈVE

N° 12-00023  
dcBKS

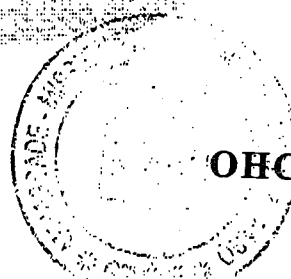
MPBFG/AMB

L'Ambassade, Mission Permanente du Burkina Faso auprès de la Confédération Helvétique, de l'Organisation Mondiale du Commerce, de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations internationales à Genève, présente ses compliments à l'Office du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme à Genève, et, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, les réponses du Burkina Faso au questionnaire sur les droits à l'eau et à l'assainissement.

L'Ambassade, Mission Permanente du Burkina Faso auprès de la Confédération Helvétique, de l'Organisation Mondiale du Commerce, de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations internationales à Genève, remercie l'Office du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme à Genève de son aimable coopération, et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération. *JP*

Genève le 09 FEV. 2012

Office du Haut Commissariat  
aux Droits de l'Homme  
Genève



OHCHR REGISTRY

10 FEV. 2012

Recipients :.....SPD.....

.....  
.....  
.....

AMBASSADE DU BURKINA FASO

**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA  
PROMOTION DES DROITS HUMAINS**

\*\*\*\*\*

**SECRETARIAT GENERAL**

\*\*\*\*\*

**DIRECTION GENERALE DE LA DEFENSE  
DES DROITS HUMAINS**

\*\*\*\*\*

**DIRECTION DU SUIVI DES ACCORDS  
INTERNATIONAUX**

**BURKINA FASO**  
**Unité - Progrès - Justice**

**Réponses au questionnaire sur les droits à l'eau et à l'assainissement en vue de  
l'élaboration du rapport sur la stigmatisation de ces droits**

**Janvier 2012**

## **I. Quels sont les groupes et les individus qui éprouvent la stigmatisation ?**

La constitution du Burkina Faso en son article 1<sup>er</sup> prohibe les discriminations de toutes sortes. Aussi, pour donner effet à ses engagements internationaux notamment ceux contractés en vertu des conventions internationales relatives à l'élimination de toutes les formes de discriminations, le Burkina Faso s'est doté d'un dispositif juridique et institutionnel. En dépit de la volonté manifeste de l'Etat burkinabè de lutter contre toutes les formes de discriminations, des individus et groupes d'individus font souvent l'objet de stigmatisation. Il s'agit notamment :

- ✓ des personnes vivant avec le VIH ;
- ✓ des vieilles femmes accusées de sorcellerie ;
- ✓ des personnes handicapées ;
- ✓ les albinos, etc.

## **II. De quelle manière les différents groupes et individus sont-ils concernés ?**

La stigmatisation et la discrimination à l'égard des groupes et individus ci-dessus mentionnés se manifestent sous forme d'actes, de comportements, d'attitudes et de paroles qui stigmatisent. Cela est plus visible sur les lieux de travail, au quartier et dans la sphère familiale.

L'accès de tous à l'eau potable fait partie des défis à relever pour le Burkina Faso. En effet, les données montrent que l'effectivité de ce droit est limitée pour l'ensemble de la population d'une manière générale et en particulier pour les groupes vulnérables. A titre illustratif, on peut relever que les principales sources d'approvisionnement en eau de boisson des ménages dirigés par les personnes vivant avec un handicap sont principalement : la pompe ou le forage (42,3%), le puits ordinaire (26,4%), la borne fontaine (10,1%) et le puits busé (10,1%).

En dépit d'importants efforts consentis pour permettre aux ménages en général et particulièrement ceux dirigés par des personnes vivant avec un handicap d'accéder à l'eau potable, seul 58,0% des personnes vivant avec un handicap s'approvisionnent en eau potable (Eau courante, Borne Fontaine et Pompe).

Certes certaines catégories de personnes ont un accès limité à l'eau et à l'assainissement mais cette limitation ne doit pas être interprétée comme une stigmatisation dans la mesure où elle ne résulte pas d'une volonté délibérée d'entraver la jouissance de leurs droits à l'eau et à l'assainissement. Les groupes et individus ci-dessus mentionnés n'éprouvent donc pas de stigmatisation en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

## **III. Dans quelles mesures la stigmatisation est-elle pertinente pour l'accès à l'eau et à l'assainissement ?**

Dans le cas spécifique de l'accès à l'eau et à l'assainissement, il n'existe pas de cas avérés de stigmatisation. Il faut toutefois noter que seul 56,8 % de burkinabè ont accès à l'eau potable et seulement 7,1% des ménages disposent d'eau courante.

S'agissant de l'accès à un meilleur système d'assainissement, il existe des disparités selon le milieu de résidence. Ainsi, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2006, la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement était de 84% en milieu urbain contre 15,7 % en milieu rural. Il est important de préciser que ces disparités ne sont pas le fruit d'une quelconque stigmatisation, elles trouvent plutôt leur explication dans la situation de sous-développement du pays et la faiblesse de ressources disponibles qui en découle.

#### **IV. Quelles sont les mesures prises pour aborder et surmonter la stigmatisation ?**

Pour réduire les disparités en matière d'accès à l'eau potable et améliorer l'accessibilité de la population à l'eau potable et à l'assainissement, l'Etat burkinabè s'est non seulement doté d'un dispositif juridique mais aussi, et surtout, de politiques et de programmes.

Au titre du dispositif juridique, on peut mentionner :

- ✓ la loi n°0002- 2001/ AN du 8 février 2001 portant loi d'orientation relative à la gestion de l'eau. Cette loi contribue à la mise en œuvre des nouvelles orientations de la politique nationale de l'eau visant une gestion intégrée des ressources en eau. Elle transpose dans le droit national les engagements internationaux souscrits par le Burkina Faso ;
- ✓ la loi n° 23/94/ ADP du 19 mai 1994 portant code de santé publique qui évoque les normes de potabilité réglementaire et les règlements sanitaires auxquels toute distribution d'eau doit être soumise ;
- ✓ la loi n° 5/ 97/ ADP du 30 janvier 1997 portant code de l'environnement qui contient des dispositions destinées à prévenir les pollutions et les nuisances diverses ;
- ✓ le décret n° 2002-539/PRES/PM/MAHRH du 30 octobre 2002 portant attribution, composition, organisation et fonctionnement du Conseil national de l'eau ;
- ✓ le décret n° 2003-220/PRES/PM/MAHRH du 6 mai 2003 portant approbation du plan d'actions pour la gestion intégrée des ressources en eau ;
- ✓ le décret n° 2004-580 /PRES/PM/MAHRH/MFB du 15 décembre 2004 portant utilisation domestique de l'eau.

En plus de cet arsenal juridique, le Burkina Faso s'est doté d'une politique nationale de l'eau (PNE) visant une gestion intégrée des ressources en eau et d'un programme national d'approvisionnement en eau potable et assainissement (PN-AEPA).

La mise en œuvre des différentes réformes définies par le programme national d'approvisionnement en eau potable et assainissement devra s'intensifier avec la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable (SCADD). Les orientations définies dans la SCADD prévoient entre autres :

- ✓ le financement global du PN-AEPA par la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des financements complémentaires ;

- ✓ l'accélération de la réalisation d'infrastructures d'approvisionnement en eau et assainissement (AEPA)
- ✓ l'intégration de l'approvisionnement en eau potable et assainissement dans les plans communaux de développement;
- ✓ la réalisation de nouvelles bornes fontaines, de châteaux d'eau, de branchements particuliers et la construction de latrines publiques ;
- ✓ la baisse des coûts de branchement au réseau d'eau courante qui fait suite à une subvention de l'Etat pour permettre au plus grand nombre d'accéder à l'eau potable ;
- ✓ la stimulation de la demande pour l'assainissement amélioré en milieu rural, etc.

**Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains**